

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 23/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLVAY Rhodia Opérations

site de Salindres
rue Jean Moulin
30340 Salindres

Références :
Code AIOT : 0006601578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 10/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La plate-forme de Salindres connaît une activité industrielle depuis la fin du XIX^{ème} siècle. Dans l'histoire de l'exploitation de cette plateforme les résidus de production (résidus de bauxite ou boues rouges, et sulfate de calcium majoritairement) ont historiquement été stockés dans plusieurs bassins de décantation situés à l'ouest de la plateforme chimique. Ces entreposages historiques ont généré une contamination des eaux souterraines de la nappe perchée dans les résidus qui impacte les eaux de surface en aval hydraulique. Dans ce contexte, l'inspection des installations classées a prescrit par arrêté préfectoral la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation visant la suppression des impacts environnementaux sur les eaux de surface et souterraines.

L'objectif final de la réhabilitation consiste à arrêter l'infiltration des eaux pluviales au sein du massif de résidus et d'empêcher le contact direct des futurs usagers avec les résidus stockés et l'envol de poussières. Ainsi le tarissement progressif des eaux infiltrées dans le massif de résidus et s'écoulant vers la rivière Arias devrait permettre de supprimer à terme les impacts sur les eaux de surface Arias et Avène, ces derniers provenant en partie du lessivage de la zone historique de dépôt de résidus et au final de rendre conforme à la Directive Cadre sur l'Eau de l'Union Européenne avant 2027 la qualité des eaux de l'Avène.

La remise en état de la zone des dépôts se fait en deux parties, par la société Pechiney Bâtiment (projet Montana qui concerne la zone principale de dépôt des résidus (B2, bassins adjacents et DIB) d'environ 30 ha) et par la société Rhodia Opérations (projet Arizona qui concerne les autres dépôts, zone dite PPFO, de près de 5 ha, situés dans la continuité de la précédente, coté nord). Le projet, dit Arizona, s'inscrit dans la continuité du projet Montana, et partage les mêmes objectifs. C'est bien la réalisation de ces deux projets complémentaires qui doit permettre d'atteindre les objectifs de réduction des impacts de ces dépôts historiques de déchets sur le milieu naturel.

Les opérations de réhabilitation liées au projet Arizona sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 16 août 2021. La présente inspection vise à vérifier certaines prescriptions de cet arrêté, notamment en terme de suivi environnemental.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi environnemental du chantier dit « Arizona »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention et surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.3	Sans objet
2	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.4 IV	Sans objet
3	Traitement des eaux issues des opérations de prétraitement	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.5 III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le chantier Arizona a rencontré des difficultés techniques dans la mise en œuvre de la stratégie de gestion des boues du bassin B1. Les solutions initialement envisagées ont donc été interrompues. L'exploitant a engagé des travaux pour réviser cette stratégie de gestion sur la base d'un bilan coûts avantages. Sur la base des conclusions de cette étude l'approche de gestion retenue est une excavation avec traitement hors site de 250 m³ environ de résidus (mailles les plus impactées du bassin) et encapsulation en alvéole étanche de l'ensemble des résidus restant. Cette approche est équivalente en termes de performance à celle initialement envisagée dans le mémoire de réhabilitation initial.

L'inspection réalisée a permis de constater que le plan de surveillance environnementale est maintenu malgré l'arrêt du chantier et conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Il intègre un suivi des composés organiques volatils dans l'air selon les mêmes modalités qu'en phase travaux, un suivi des poussières (en continu et retombées) ainsi qu'un suivi de la qualité des eaux (résurgences, souterraines et eaux superficielles).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention et surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Rhodia Opérations établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des points de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les niveaux de particules dans l'air ambiant seront comparés à la valeur limite journalière de 50 µg/m ³ à ne pas dépasser plus de 35 jours/an. Pour les niveaux de retombées, l'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacun des points de surveillance. Un dispositif d'alerte en temps quasi réel est mis en œuvre pour le suivi des particules afin de limiter le nombre de dépassements de la valeur journalière. La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur la plateforme chimique de Salindres. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.
Constats : Ce suivi est réalisé par l'intermédiaire de 6 stations positionnées en doublets amont et aval en limites des différentes zones de chantier. Le suivi est réalisé en continu par capteur optique et les retombées par l'intermédiaire de plaquettes. Les résultats de cette surveillance sur les périodes d'activité du chantier en 2023 ont été présentés. Aucun dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral imputable au chantier, tant sur la surveillance en continu, que sur les retombées de poussières, n'a été relevé. La zone chantier est également équipée d'une station météo implantée localement en crête de digue et permettant de corréler les résultats observés aux conditions météorologiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.4 IV
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité de l'air
Prescription contrôlée : La liste des polluants visés par cette surveillance environnementale est, au minimum, la suivante : benzène, toluène, trichloroéthylène, tétrachloroéthylène et dichlorométhane, trifluorométhylbenzène, chlorobenzène et 1,2-Dichlorobenzène. Le programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé. La surveillance environnementale doit s'effectuer en priorité dans les matrices environnementales exposant directement la population par les voies d'inhalation. Elle s'appuie sur une surveillance en continu en limite de chantier. Une surveillance hebdomadaire est également réalisée en limite de la plateforme chimique de Salindres
Constats : La surveillance environnementale des composés organiques mise en place en 2023 s'appuie sur 4 points de mesures en périphérie de la zone du chantier, dont un point de référence pour la mesure du bruit de fond. Cette surveillance est réalisée par l'intermédiaire de tubes de prélèvements passifs qui permettent d'intégrer les mesures par périodes successives de 15 jours. L'absorption des composés organiques permet ainsi leur échantillonnage et de déterminer la qualité de l'air qui en résulte. Les résultats des mesures réalisées montrent que la somme des composés organiques surveillés, correspondant à ceux prévus par l'arrêté préfectoral, ne dépasse par le seuil de 1 mg/m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traitement des eaux issues des opérations de prétraitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.5 III
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des effluents liquides
Prescription contrôlée : Les eaux polluées issues des opérations de traitement des boues de la zone PPFO n°1 sont constituées : - des eaux pluviales collectées dans le bassin PPFO n°1 - des eaux condensats issus de l'installation de traitement de l'air de la tente de confinement. Ces eaux sont collectées et font l'objet d'un traitement sur charbons actifs ou équivalent avant rejet. Ce dispositif de traitement est correctement dimensionné pour respecter les valeurs de rejets fixées au présent arrêté. Il fait l'objet d'un entretien régulier selon une procédure définie par l'exploitant. Ces eaux sont rejetées dans le respect des dispositions du présent article. En cas d'indisponibilité de l'installation de traitement, les rejets sont interrompus et les effluents évacués comme déchets selon une filière dûment autorisée. Les abords du chantier et notamment les voies de circulation entre le bassin B1 et la zone de traitement seront régulièrement nettoyées pour garantir l'absence de boues non traitées en dehors du bassin.
Constats : Les eaux pluviales polluées de la zone du bassin B1-PPFO sont collectées vers un bassin étanche temporaire qui a été aménagé avec un volume d'environ 5000 m ³ . Il est prévu que ces eaux soient traitées sur une unité de charbons actifs. Les rejets sont ensuite réalisés vers les installations du GIE Chimie au sein de la plateforme chimique, par bâchées et après contrôle de leur qualité sur la base des paramètres et valeurs fixés dans l'arrêté préfectoral. Le jour de la visite environ 750 m ³ d'effluents étaient présents dans le bassin. Ainsi, le volume

recupéré est encore insuffisant pour que le traitement prévu ait été sollicité et aucun rejet de ces eaux vers le GIE Chimie n'a été opéré.

En outre, l'exploitant travaille sur le raccordement de ces effluents vers le futur pilote de traitement des lixiviats par osmose inverse qui viendrait alors se substituer au traitement prévu par charbons actifs.

Type de suites proposées : Sans suite